

AHMED EL GALAÏ “L’autre, c’est aussi moi.”

Ahmed El Galaï, prix Nobel de la paix, défenseur des droits de l’humain et ex-président de la ligue tunisienne pour la défense des droits de l’homme (LTDH), nous a ouvert la porte pour un tour d’horizon de ses combats et de sa perception de la citoyenneté. De citations de poètes en propos nourris à la fleur de l’espoir et du jasmin, il nous fait l’honneur de répondre à nos questions.

L’engagement d’Ahmed El Galaï n’est plus à prouver. Il a réussi à transmettre un véritable message de paix dans son pays, la Tunisie, traversée par des révolutions sanglantes, comme partout dans le monde. Aussi, à *Intermédies*, nous avons souhaité en savoir plus.

Intermédies : vous avez obtenu le prix Nobel de la paix en 2015 pour votre action au sein du Quartet du dialogue national tunisien. Comment le vivez-vous et qu’est-ce que cela a changé dans votre vie et dans vos actions ?

Ahmed El Galaï : le prix Nobel de la paix est en fait une reconnaissance de la communauté internationale à l’égard de cette œuvre colossale de la société civile volontaire, responsable et militante qui, désormais, devient incontournable pour proposer des politiques, intervenir pour des médiations, dire son mot dans les grands chantiers de la réforme.

Ces femmes et ces hommes qui ont milité des décennies durant, bravant toutes sortes d’exactions de régimes despotiques ne l’ont pas fait pour glaner un jour consécration et autres distinctions. Elles-ils étaient mués par cet espoir douloureux et incertain d’un monde meilleur où prévalent tous les droits pour toutes et tous. Leur plus grande victoire était la chute de cette dictature implacable et le recouvrement de leurs droits. De force de contestation et d’affrontement, la société civile tunisienne est devenue, après la révolution de la liberté et de la dignité en 2011, une force de proposition et de participation. Lorsque le pays a frôlé le pire⁽¹⁾, la société civile (représentée par le Quartet du dialogue national, fort de sa légitimité reconnue par tous, de

son expertise et de son expérience), a supplanté les partis politiques trop avides de pouvoir. Il a proposé le chemin qui a sauvé le pays du chaos, a assuré des élections démocratiques, libres et transparentes et a doté les institutions d’un gouvernement de compétence nationale.

Chacun·e de ces militant·e·s s’est senti·e plus responsable pour assurer à la Tunisie une transition paisible vers la démocratie, dans un contexte régional et international malmené par les heurts et les violences.

Êtes-vous toujours “optimiste”⁽²⁾ pour l’avenir de votre pays, la Tunisie ?

Les militant·e·s, comme les révolutionnaires, doivent être avant tout “optimistes”. Sinon, comment expliquer l’abnégation de ces héros et héroïnes qui exposent leurs poitrines au peloton d’exécution et leurs corps aux affres des tortionnaires ? Ils-elles incarnent cette “bougie” [symbole d’*Amnesty International*, ndlr] qui se consume pour illuminer la voie des autres.

Mais il ne s’agit pas d’un optimisme béat et naïf, c’est “l’optimisme historique” qui, pour mieux les contrer, devrait incorporer dans sa vision du monde toutes ces horreurs, ces guerres, ces violences, dont une frange d’humanité est malheureusement encore capable. Nous sommes ces colibris qui croient éteindre l’incendie par les gouttelettes d’eau portées dans leurs becs. C’est exactement cet esprit de réalisme romantique (ou de romantisme réaliste) qui nous donne des forces pour affronter les multiples défis et risques qui menacent la Tunisie, tels que le retour de sbires de l’ancien régime sur la scène politique, la survivance des sphères

d’influence politico-financière et l’opportuniste des forces réactionnaires.

C’est cet optimisme historique et révolutionnaire qui – paraphrasant notre poète national Abul Kasim Echebbi – nous donnera des ailes d’aigle pour survoler les cimes malgré l’adversité. Il nous permettra de transformer les faiblesses et les écueils en forces et opportunités.

Que signifie pour vous être défenseur des droits humains aujourd’hui ?

C’est avant tout être attaché aux valeurs et principes universels des droits humains : civils, politiques, socio-économiques, culturels et droits liés à l’environnement et à l’écologie tels qu’ils sont énoncés dans la Charte internationale des droits de l’homme et toutes les conventions des Nations unies⁽³⁾ s’y rattachant. Cet attachement doit se traduire par la promotion des principes de tolérance, de droit à la différence, de respect des libertés d’expression, de croyance, des valeurs de paix et de solidarité avec les plus démunis.

Le défenseur des droits humains doit agir en réseau pour mener des actions de plaidoyer, afin de renforcer les institutions démocratiques, faire valoir la justice sociale et climatique. Il a un rôle essentiel pour réguler les rapports de la vie politique, contrôler l’intervention des acteur·trice·s politiques et vérifier si elle est conforme au droit international des droits humains. Il est une sorte de force d’équilibre qui tend à exhorter les gouvernements à reconnaître, respecter et mettre en œuvre les droits et les libertés des citoyen·ne·s.

Quels modèles vous ont inspirés ou vous inspirent encore ?

Tout d’abord, c’est mon père, qu’il repose en paix, qui m’a inspiré. Je le voyais travailler en silence, juste avec tous, généreux, droit et solidaire. Son instrument de travail – une balance, car il était marchand de fruits et légumes – était pour moi symbole de justice, d’égalité et d’équilibre. Dans mon entourage familial et social, je pense à ceux ou celles ayant subi des actes de torture inhumains et dégradants, ceux ou celles ayant passé les plus belles années de leur vie dans les geôles de Bourguiba ou Ben Ali. Ce sont des héros et des héroïnes, qui ont tracé des voies indélébiles par leur altruisme et dévouement à la cause des libertés et de la dignité.

Je n’oublie pas ces hommes et ces femmes, connue·s ou inconnue·s, qui ont payé de leur vie ou de leur liberté pour défendre une cause ou pour que d’autres vivent mieux. J’y ajoute aussi tous ces penseurs humanistes et philosophes des Lumières, qui ont posé les socles de l’humain comme valeur intrinsèque, en dehors de toute distinction



de race, de croyance ou d’origine sociale. Je rends hommage à Averroès et aux autres penseurs arabes qui, malgré l’hostilité farouche des imams et khalifes, ont tenté de faire triompher la Raison.

Nous devons beaucoup aux théoriciens de la modernité humaniste, aux philosophes des Lumières, tels que Locke, Hobbes ou Voltaire, Condorcet et Montesquieu qui ont hissé les valeurs de la liberté, de la tolérance et l’égalité comme prémices des droits de l’homme et du citoyen.

Marx et Engels sont aussi d’une grande importance dans la compréhension dialectique du fonctionnement du mode de production capitaliste et du rôle des forces productives dans les transformations sociales.



© MARION DELISSE

■ ■ ■ L'impact des poètes et romanciers n'est pas des moindres dans la configuration d'un "Idéal du Moi" épris d'émancipation et de liberté. Les poètes soufis⁽⁴⁾ (El Hallaj, Ibn Arabi, Jalel Eddine Erroumi et Sahrawardi) qui transcendent dans leurs élévations mystiques le monde d'ici-bas vers des hauteurs de libertés divines. Les écrivains du réalisme social ont retracé la misère de la classe ouvrière et ses horribles conditions de travail (Zola dans *Germinal*, Steinbeck dans *Les raisins de la colère*), les écrits de Victor Hugo sur la misère et la peine de mort, et bien d'autres, ont contribué à acquérir une conscience aigüe de la justice sociale.

Vous avez parlé de "logique de guerre" dans la politique migratoire européenne. Pouvez-vous expliciter cela ? Comment, selon vous, construire des ponts plutôt que des murs ?

Près de vingt mille personnes ont disparu en Méditerranée depuis le milieu des années 1990. La politique de fermeture et d'obstruction de l'Union européenne a transformé "Mare nostrum", ce bassin de la Paix et de la rencontre des civilisations, en "Mare mortem".

"La guerre ? Comment nommer autrement la mise en place délibérée de dispositifs de contrôles frontaliers destinés, au nom de la lutte contre l'immigration irrégulière, à repousser celles et ceux que chassent de chez eux la misère et les persécutions ? Ces dispositifs ont pour nom Frontex, l'agence européenne des frontières, qui déploie depuis 2005 ses navires, ses hélicoptères, ses avions, ses radars, ses caméras thermiques et bientôt ses drones depuis le détroit de Gibraltar jusqu'aux îles grecques pour protéger l'Europe des « indésirables ». Ou encore Eurosur, un système coordonné de surveillance qui, depuis 2011, fait appel aux technologies de pointe pour militariser les frontières extérieures de l'Union européenne afin de limiter le nombre d'immigrants irréguliers qui y pénètrent."⁽⁵⁾ Même si l'on ferme les portes, les réfugiés et les migrants, fuyant le brasier des guerres et l'horreur de la pauvreté, continueront de se déplacer et viendront mourir à "la porte de l'Eden". Contrairement aux idées reçues, 80% de ces réfugiés se trouvent dans des pays en développement, selon un rapport de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Que pouvons-nous faire, face à ces drames humains intolérables ? Comment bâtir des ponts, là où d'autres, cupides et inhumains, s'entêtent à imposer des murs ? Nous devons tous faire quelque chose face à ces drames insupportables ; agences internationales, gouvernements et société civile des parties concernées.

Il faut avant tout agir sur les causes des migrations. Créer des conditions d'une croissance économique intégrée en faveur des pauvres, réduire l'extrême pauvreté et la faim et enfin, mettre en place un partenariat mondial pour le développement, afin de diminuer les grandes différences de croissance économique entre les pays du Nord et les pays du Sud. La pauvreté jette sur les routes des hommes, des femmes et des enfants qui cherchent tout simplement à survivre. Les aider à produire,

exporter, vivre de leur travail, réduira les migrations pour sortir de la misère. Les droits de l'humain sont essentiels au développement humain et devraient être garantis par la loi. Il est important de renforcer le système international des droits de l'humain et d'aider les institutions régionales à les promouvoir.

Les guerres, conflits ethniques et insécurités créent des mouvements incessants sur notre planète. Les éviter permet de favoriser une vie digne aux populations et agit sur les causes des migrations. Les États devraient s'acquitter de leur responsabilité fondamentale de fournir une protection efficace aux réfugiés et aux déplacés, préserver le caractère humanitaire et civil des camps qui leur sont réservés et mettre fin à l'impunité des actes de violence sexuelle. Les États comme les entités non-étatiques devraient faciliter l'accès des organisations humanitaires aux populations civiles touchées, et aussi garantir la sécurité des humanitaires afin qu'ils puissent offrir une aide impartiale en toute sécurité, même pendant les hostilités.

C'est en créant des conditions matérielles de développement équitable, de protection des droits humains et de respect des spécificités culturelles que nous pourrions transformer nos différences en richesses et les murs en ponts de solidarités inter-culturelles.

"L'autre, c'est aussi moi", avez-vous dit. Pouvons-nous encore y croire ? Et si oui, comment le matérialiser ?

J'aimerais ici citer l'exemple de l'œuf de Pâques comme symbole de cette unité dialectique du Moi et de l'Autre. La coquille des œufs de Pâques est toute riche en couleurs et formes, mais si on les casse, on va trouver le même blanc et le même jaune d'œuf. C'est l'Être humain dans sa diversité et son unité, universel et spécifique, semblable et différent. Loin de nous séparer, nos différences nous rapprochent. Loin de nous appauvrir, elles nous enrichissent. Mais pour que cela devienne possible, il faut éduquer à la tolérance, au respect des différences, le tout dans une approche basée sur les droits humains.

Comment l'éducateur en vous enseignerait-il à la jeunesse d'aujourd'hui l'art de bâtir la paix ?

La jeunesse est le plus beau potentiel du futur de l'humanité. En fait, c'est dans la tête de ces jeunes qu'on doit bâtir les forteresses de la paix. Notre devenir social, économique, culturel et écologique dépendra largement de la manière dont nous éduquerons et accompagnerons les générations futures. Le système éducatif, formel et informel, doit se doter de méthodes pédagogiques et de supports didactiques pour une éducation à la paix, aux droits de l'humain et à la citoyenneté. Il faudra que tous les acteurs se penchent sérieusement pour réformer ce système qui a montré des lacunes énormes, tant il est resté emprisonné dans sa logique productiviste. Nous vivons des bouleversements sociétaux en France comme partout dans le monde. Comment réinstaller le dialogue



Ahmed El Galaï en compagnie de notre rédactrice en chef, Joëlle Dunoyer

©MARION DELISSE

entre les différentes communautés et construire la paix sociale ? Un régime politico-économique basé sur le profit ne peut entraîner que l'accumulation du capital chez les uns et la paupérisation grandissante chez les autres. Les États devraient respecter leurs engagements internationaux. Reconnaître, protéger et mettre en œuvre les droits civils, politiques, économiques et culturels reconnus par la charte et les instruments internationaux. Garantir les droits de réunion, d'expression, de manifestation et les droits à un travail décent, à la santé, à l'éducation et au logement.

Ceci exige un dialogue urgent, ouvert, serein et global entre les ayants droit (les travailleurs, les paysans, les citoyens représentés par leurs structures syndicales et associatives) et les porteurs d'obligation (les états et gouvernements).

Comment voyez-vous la responsabilité de chacun de nous ?

La citoyenneté agissante et effective est à la fois le recouvrement de tous les droits par toutes et le rendu des obligations et responsabilités de chacun.e. À chaque droit correspond une responsabilité. Aussi, être citoyen-ne, c'est militer pour promouvoir une culture des droits humains, mener des campagnes, faire du lobbying et des plaidoyers pour exhorter les états et les pouvoirs à respecter leurs obligations. Ce rôle de citoyen-ne actif se traduit par la proposition aux politiques,

la participation à la chose publique. Volontariat et engagement me semblent des qualités essentielles pour une citoyenneté effective et agissante.

Si vous aviez un message d'espoir, quel serait-il ?

"Un autre Monde est possible", slogan du forum social mondial porté par tous les altermondialistes. Chacun de nous devrait tout faire pour concrétiser cet espoir d'un monde meilleur. Croire et agir pour détruire ces murs de haine entre les personnes et les peuples par la diffusion d'une culture universelle des droits humains et des principes fondamentaux de tolérance et de solidarité. Un appel d'espoir et d'optimisme chanté par un poète libanais, Elia Abu Madi :

"Et tu vois les épines de la rose.
Te refuses-tu à voir la rosée du matin,
couronne ornant ses pétales ?" ●

Propos recueillis par Joëlle DUNOYER et Catherine FERRANT

⁽¹⁾ Ahmed El Galaï parle de la crise provoquée par les assassinats de Chokri Belaïd, homme politique et avocat tunisien assassiné le 6 février 2013, et Mohamed Brahmi, homme politique tunisien, assassiné le 25 juillet 2013.

⁽²⁾ Terme emprunté à l'auteur palestinien Émile Habibi.

⁽³⁾ www.un.org

⁽⁴⁾ Adeptes du soufisme, vision mystique de l'Islam.

⁽⁵⁾ Propos extraits d'une tribune libre adressée à la presse après le naufrage de Lampedusa le 5 octobre 2013 par plusieurs organisations de lutte pour les droits humains.